

Pour un socialisme gourmand

Paul Ariès*

Les objecteurs de croissance, les antiproductivistes et les anticonsuméristes issus des différentes familles des gauches sont en quête de nouveaux « gros » mots pour écrire de nouveaux chemins d'émancipation sociale, économique, politique. Nous devons prendre au sérieux cette quête, qu'elle émane des courants plus traditionnels de la gauche (écosocialisme, écocommunisme) ou qu'elle émane des milieux de la décroissance ou encore des pays du Sud.

Ce sont des dizaines de termes qui cherchent à ouvrir la même porte. Tous témoignent de la volonté de rompre une sorte d'ensorcellement sémantique : le *sumak kaway* des indigènes indiens, le *buen vivir* (bien vivre) des gouvernements équatorien et bolivien, les « nouveaux jours heureux » des collectifs des citoyens-résistants (clin d'œil au programme du CNR dont le titre était « les jours heureux », « la sobriété prospère », « la frugalité joyeuse », « les besoins de haute urgence » du mouvement social en Guadeloupe, etc. Serge Latouche use, avec raison, de formules changeantes : « convivialisme » lorsqu'il parle avec Patrick Viveret, « société d'abondance frugale » lorsqu'il soliloque... Le moment n'est pas à la guerre des concepts, mais au ratissage, à la cueillette, au bouturage. Ce combat sémantique pour le bien vivre gagne chaque jour des partisans : du IV^e Forum social mondial des migrations (FSMM) au V^e Congrès de la Confédération latino-américaine des organisations de paysans affiliées à Via Campesina, d'Afrique en Asie sans oublier l'Europe, ces nouveaux « gros mots » définissent un nouvel horizon émancipateur pour les luttes présentes et à venir. Les ralliements sont de plus en plus argumentés, ainsi de Rodolfo Garcia, dirigeant de la Red Internacional de Migración y Desarrollo qui affirme que « l'exigence d'un nouveau modèle de civilisation n'est pas un appel romantique, mais une nécessité absolue », à Rigoberta Menchú (Prix Nobel de la paix 1992) s'opposant à la *décadence* qui affirme la nécessité de la *vida plena* (vie pleine).

Parler de socialisme gourmand, c'est se donner l'obligation d'échapper aux catégories de la postmodernité et se contraindre à penser en dehors des clous, c'est refuser de soumettre nos discours et nos pratiques d'émancipation aux paradigmes de la domination et de l'apolitisme. Parler de « socialisme »

c'est continuer, malgré Patrick Viveret et beaucoup d'autres, à dire que nous avons des ennemis à vaincre, autant le capitalisme que l'État^{1/}. C'est soutenir que le capitalisme repose sur

* Paul Ariès est politologue, auteur du *Socialisme gourmand*, à paraître en février 2012 à La Découverte.

^{1/} Philippe Pignarre, Isabelle Stengers, *La Sorcellerie capitaliste*, Paris, la Découverte, 2005.

ÉCOLOGIE ET CAPITALISME

l'accumulation, donc qu'aucune prospérité sans croissance n'est possible. C'est rappeler que les socialismes n'ont été croissancistes qu'accidentellement et qu'il est donc possible de penser un socialisme sans croissance, comme l'imaginait notamment le dissident est-allemand Rudolf Bahro. C'est se souvenir que la lutte des classes est l'horizon indépassable de notre époque, que la décroissance que nous aimons a donc nécessairement un contenu de classe. C'est inscrire nos mots dans la longue lignée révolutionnaire, afin de dire que notre combat reste celui, multiséculaire, des mêmes contre les mêmes. C'est nous rendre sensibles à la cause des humbles et être capables de nommer « amis » et « ennemis » quel que soit le continent, car leur combat est aussi le nôtre, moralement et objectivement : lorsqu'ils gagnent nous triomphons, lorsqu'ils perdent nous reculons aussi. Parler de « gourmandise » permet d'en finir avec l'idée d'un socialisme du nécessaire qui ne va jamais sans générations sacrifiées, donc aussi sans appareil de parti ou d'État gérant cette mal-jouissance présente, c'est porter le fer contre le socialisme de la grisaille, contre l'idée qu'il faudrait d'abord produire et développer les forces productives ; c'est aussi mieux identifier le mal qui nous ronge, ce travail de mort qui caractérise le capitalisme. C'est se défaire des passions tristes y compris dans nos formes d'engagement, c'est avoir foi dans les capacités de régénération des forces de vie, donc dans les humains, moins idiots que désespérés, moins idiots qu'insensibilisés. C'est se mettre en situation de préférer les poètes aux économistes et la repoétisation de nos existences aux poètes professionnels, c'est choisir de développer des politiques qui éveillent la sensibilité, le sens moral contre les critères de performance et d'efficacité qui sont ceux du capitalisme.

Socialisme et gourmandise

Le « socialisme gourmand » est cependant le pari que la synthèse de ces deux termes enfantera beaucoup mieux que ce que laisse supposer leur simple addition. Une formule inattendue et provocante au service de l'inactuel : tout sauf du périmé et du secondaire, mais de l'intemporel, de l'essentiel qui se trouve en souffrance. Une formule qui ouvre sur quelque chose qui existe déjà au moins en creux mais que nous ne percevons pas, qui reste innommable, non-représentable, inactuel, quelque chose dont nous avons pourtant besoin pour être du côté du vivant. Quelque chose qui lève l'incompréhension de tant de mes interlocuteurs face aux récits des indigènes qui disent refuser le « bien être » et préférer le bien vivre, quelque chose qui les libère du soupçon du « bon sauvage » ou de l'étrangeté. Une formule qui aide à nous émanciper de la contrainte de (nous) penser dans les catégories de nos adversaires, avec leurs agendas, leurs ordres du jour, leurs priorités et, naturellement, leurs limitations, leur insensibilité, leur forclusion. Parler de « socialisme gourmand », c'est choisir l'histoire contre la téléologie, ou mieux, l'histoire du temps présent contre celle des lendemains qui chantent, c'est vouloir que l'idée du « vivre bien » oriente nos vies présentes, c'est rappeler que bien vivre c'est bien vivre

avec soi, avec les autres et avec la nature, c'est donc en finir avec l'égoïsme et l'égotisme, c'est s'ouvrir à la chaleur des autres. C'est prendre au sérieux le constat que les mots sont des forces politiques, des puissances imaginaires qui peuvent faire bouger des montagnes. C'est prendre acte que si le terme de décroissance remplit encore son office au regard des résistances qu'il provoque, il est déjà en voie d'être dépassé positivement. Parler de socialisme gourmand c'est se donner les moyens de pouvoir témoigner de la créativité de la politique collective, c'est être du côté de la contre-hégémonie à construire.

Gauche productiviste, gauche antiproductiviste

Les objecteurs de croissance de gauche ne font pas preuve d'originalité dans la mesure où ils lisent Marx à travers d'autres auteurs, tout comme Lukács a relu Marx à travers Hegel, Marcuse à travers Freud et Schiller, Della Volpe à travers Aristote, Hume, Galilée, Rousseau, Althusser à travers Spinoza, Lefebvre et Adorno à travers Shelling, Goldman à travers Pascal. Pour notre part nous lisons Marx à travers Walter Benjamin. Ce détour n'a rien d'original mais il permet de faire l'impasse sur ce droit d'inventaire que revendiquent de nombreux marxistes acculés à opposer un Marx productiviste à un autre antiproductiviste, à la façon de Denis Collin^{2/}. Cette façon de procéder est certes préférable à celle qui consiste à opposer un bon Marx à un mauvais Engels, mais elle reste foncièrement insuffisante à la fois sur la plan théorique et politique. Elle aggrave même le bilan des socialismes réels (aussi bien le socialisme réellement existant que la social-démocratie reconvertie en social-libéralisme puis en nouveaux démocrates, et même les courants du socialisme par en bas avec l'échec notamment des mouvements libertaires, conseillistes et coopératifs). Les gauches savaient depuis Marx, Paul Lafargue, William Morris, et même probablement depuis Fourier, que le communisme ne pourrait jamais naître du productivisme, fût-il socialiste. L'histoire des gauches est en fait celle de la confrontation entre deux familles. Une gauche productiviste qui a toujours eu foi dans le développement des forces productives et dans la techno-science et qui fut dominante au XIX^e mais surtout au XX^e siècle, ce qui interdit d'en imputer la responsabilité au seul héritage saint-simonien. Cette gauche productiviste a toujours été dominante et optimiste, mais elle a aujourd'hui du plomb dans l'aile car elle ne peut plus promettre le pays de Cocagne (en fait le mode de vie petit bourgeois) à sept milliards d'humains. Cette gauche reste aujourd'hui aphone car elle ne sait pas (encore ?) comment concilier les contraintes environnementales avec le souci de justice sociale. Elle campe donc le plus souvent dans le déni de la gravité de la crise systémique, même si elle n'ose plus, comme dans ma jeunesse (communiste) manifester en criant « pollution, piège à cons... » face à la naissance des mouvements écolos. Une autre gauche a toujours existé : une gauche antiproductiviste

qui plonge ses racines dans les résistances spontanées des milieux populaires à ce qui fut toujours présenté

^{2/} Denis Collin, *Comprendre Marx*, Paris, Armand Colin, 2009.

ÉCOLOGIE ET CAPITALISME

comme le « progrès » (dans l'Europe du temps du luddisme comme en Chine aujourd'hui au temps de la destruction de la paysannerie). Ces gauches anti-productivistes ont toujours été dominées et ridiculisées. Ce pessimisme déjà sensible chez les frères ennemis que sont les socialistes utopistes et libertaires prendra une tournure radicale chez les marxistes hétérodoxes. On notera deux caractéristiques au-delà des différences. Tout d'abord, l'abandon progressif des structures économiques comme préoccupations centrales au profit d'un retour à la philosophie, à la politique, au droit, à la culture, à l'art. Ensuite la noirceur des conclusions des différentes sensibilités.

La confiance et l'optimisme ont disparu. Quatre auteurs en témoignent. Gramsci qui énonce son fameux « pessimisme de la raison, optimisme de la volonté », Marcuse qui considère que la classe ouvrière peut être absorbée pour toujours dans/par la société capitaliste, Sartre qui soutient que du fait du caractère incontournable de la rareté économique, la bureaucratisation est inévitable, Althusser enfin qui découvre que même le communisme restera opaque, car l'idéologie est sans histoire. C'est donc non sans raison que Perry Anderson dénonce, dès 1977^{3/}, ce pessimisme qui aurait changé jusqu'à l'âme du marxisme. L'historien parle même d'une mélancolie contagieuse des tenants de l'école de Francfort. Le constat d'un tel pessimisme est d'une extrême banalité, même si on se dispute sur ses causes. Anderson fait de la succession de défaites subies par la révolution la cause de cette inversion, Michaël Löwy s'inspire, pour sa part, d'un « marxisme romantique » fédérant des auteurs comme José Carlos Mariátegui, Walter Benjamin, Ernst Bloch, Theodor Adorno, Herbert Marcuse etc., à même de formuler une révolte contre la société bourgeoise au nom d'une approche renouvelée des valeurs du passé. Margaret Cohen qualifie cette tentation pessimiste de « marxisme gothique », ce qui expliquerait l'intérêt que des auteurs comme Benjamin ou Breton porteront au sensible, au merveilleux, à l'éclat noir de la révolte, à l'illumination. J'ajouterais au paranormal. Le communiste orthodoxe Vaillant-Couturier voit très clair lorsqu'il écrit que « *ce qui me paraît grave chez les surréalistes, c'est leur pessimisme au sujet de la passivité du prolétariat européen* ». Ce qui est inadmissible, pour ce marxiste officiel, même s'il n'en a pas conscience, c'est que ces autres courants mettent, au cœur de leur praxis, la question du désir, l'envie de changer, bref la question de sujets agissant grâce à leur raison d'agir et à leur vision du monde, ces mêmes sujets pouvant alors ne pas agir, également, dans le sens de leur émancipation.

Toutes ces thèses recèlent probablement une vérité. Mais faut-il accepter cette « psychologisation » de la théorie plutôt que de mettre directement en rapport ce pessimisme avec la lucidité des différents auteurs et écoles hétérodoxes ? Ces courants pessimistes seront ceux qui ouvriront de nouveaux champs en posant les questions de l'aliénation, de la réification, de la remise en cause de l'idéologie du progrès, de la critique de la technique, du refus assumé de l'économisme, de la nécessité de réenchanter le monde, du parti

^{3/} Perry Anderson, *Sur le marxisme occidental*, Paris, Maspéro, 1977.

pris du sensible, de l'esthétisme, de l'art, etc.

Ce pessimisme est donc fondé d'abord sur une série de constats objectifs. Le capitalisme ne débouchera pas nécessairement sur le socialisme. Les seuls pays où la révolution a eu lieu sont d'ailleurs des pays « arriérés » comme la Russie et la Chine. Le « socialisme existant réellement » n'est pas une simple déformation du socialisme mais son contraire (que beaucoup qualifieront de capitalisme d'État). Le capitalisme réalise une certaine abondance des biens qui lui permet d'intégrer le prolétariat dans un ordre social monolithique d'oppression et de conformisme. La société de consommation devient ainsi une société de consommation de soi, contraire d'une véritable émancipation, avec y compris la commercialisation d'une sexualité pseudo-permissive. L'art, autrefois critique, est incorporé dans une culture de la célébration de la réalité existante. La technique, loin d'être émancipatrice, a cessé de renfermer la possibilité d'une société alternative. Le développement même des forces productives est devenu une involution perpétuant les rapports de production (donc de domination) existants. Ce pessimisme du marxisme occidental a donc partie liée avec le succès de la société industrielle sous ses deux faces : « productivisme » et « consumérisme ».

Quel dialogue entre la gauche anticapitaliste et la décroissance ?

Nous assistons depuis près de dix ans à un véritable dialogue de sourds, voire un aveuglement. Cette cécité s'explique en partie par le choix qui fut celui des objecteurs de croissance de gauche de travailler avec des courants droitistes (déguisés parfois en « ni droite ni gauche », donc de droite) convaincus d'être assez forts au sein de la décroissance pour l'emporter et trop faibles au sein des gauches pour vaincre leur productivisme. Cette cécité est cependant tenace notamment parmi les penseurs de l'écosocialisme (Daniel Tanuro, Michaël Löwy, Stéphane Lavignotte notamment). Je cite ces trois auteurs parce que ce sont justement ceux avec lesquels les courants de la décroissance de gauche se trouvent le plus en phase, au point qu'on peut se demander si les querelles ne résultent pas de contre-sens/approximations. Une partie importante des critiques contre la décroissance est infondée : les objecteurs de croissance de gauche s'attaquent bien au mode de production capitaliste, ils remettent bien en cause le régime de la propriété capitaliste, les objecteurs de croissance de gauche sont bien favorables à l'extension du service public et de la gratuité (je définis même la décroissance comme une société de la gratuité), ils ne se limitent surtout pas à faire le procès de la consommation excessive^{4/}, les objecteurs de croissance de gauche ne sont pas dans la culpabilisation ni dans la recherche de solutions individuelles. Nous disons, au contraire, qu'il faut

^{4/} J'ai montré, au contraire, dans *Non conso, manifeste pour la grève générale de la consommation*, Lyon, Golias, 2006, que la société de consommation repose sur la casse des cultures populaires et que l'alternative est d'inventer l'usager maître de ses usages.

donner envie de changer, susciter le grand désir de vivre, qu'il faut refonder un projet et une force politique, bref la décroissance (de gauche) a bien (et est bien) une pensée cohérente. Cette bévue s'explique par

ÉCOLOGIE ET CAPITALISME

l'ignorance des clivages politiques structurant les milieux de la décroissance française, ignorance qui peut conduire le NPA à cultiver localement des alliances avec des courants droitistes de la décroissance ou ceux adeptes du « ni gauche ni droite ». Cette bévue cache surtout les convergences qui existent entre les objecteurs de croissance de gauche et les partisans de l'écosocialisme. Nous sommes d'accord déjà sur deux thèses essentielles : tout socialisme non écologiste (antiproductiviste) est une impasse. Toute écologie non socialiste est une imposture. Nous partageons aussi l'analyse de Michaël Löwy lorsqu'il écrit que de la même façon que la classe ouvrière ne peut utiliser l'appareil d'État capitaliste et doit le casser et le remplacer, elle doit aussi casser l'appareil économique et productif du capitalisme et le remplacer, autrement dit il n'y a pas de neutralité des forces productives. Autrement dit encore : le socialisme n'est pas dans la continuité du capitalisme, ce qui remet en cause la thèse classique de l'enchaînement des modes de production. Nous soutenons avec Michaël Löwy, mais aussi avec Joël Kovel^{5/}, l'idée que le « principal levier de transformation, c'est la valeur d'usage »^{6/}. Le paradigme que j'ai justement proposé pour définir la décroissance est celui de la gratuité du bon usage face au renchérissement (voir à l'interdiction) du mésusage. En revanche nous avons sans doute un désaccord sur la façon de définir les usages et les mésusages, les vrais (sic) et les faux besoins (sic), car je ne pense pas que la suppression de la publicité soit suffisante bien que nécessaire. Outre un système d'exploitation et d'imposition de styles de vie et d'objets capitalistes, le capitalisme est aussi, ne l'oublions pas, une véritable réponse à nos angoisses existentielles (peur de mourir, sentiment de finitude, etc.). Cette réponse capitaliste c'est le « toujours plus » (de biens ou de pouvoir). Il s'agit donc d'inventer de nouveaux dissolvants d'angoisse existentielle qui, seuls, permettront de passer d'une jouissance d'emprise à une jouissance d'être. Le capitalisme ne manipule pas seulement nos désirs, il nous donne à jouir. Nous convergions également dans la remise en cause des schémas déterministes : l'écosocialisme (socialisme de la décroissance ou socialisme gourmand) est une possibilité objective, pas le résultat mécanique des contradictions du système. Nous avons sur ce point un désaccord tenace avec André Gorz et certains marxistes. Nous convergions également dans la volonté de réconcilier

Marx et Proudhon, mais aussi le principe espérance d'Ernst Bloch et le principe responsabilité d'Hans Jonas. Nous avons aussi avec Michaël Löwy le même désaccord avec Jonas sur tout ce qui viendrait légitimer une



^{5/} Joël Kovel, *The Enemy of nature : the end of capitalism or the end of the world ?*, New York, Zed Books, 2002.

^{6/} Michaël Löwy, *Écosocialisme : l'alternative radicale à la catastrophe écologique capitaliste*, Paris, Mille et une Nuits, 2011, p. 59.

tyrannie éclairée, puisque nous sommes adeptes de l'autogestion, puisque nous en appelons à un surcroît de démocratie réelle. Nous refusons également ensemble toute illusion sur une économie de marché « propre », tout comme nous ne croyons pas à un capitalisme moral ni à une prospérité sans croissance, et n'avons aucune foi dans la techno-science. Nous assumons pleinement une rupture totale avec l'idéologie du progrès, d'abord parce qu'elle sous-entend le sacrifice des générations présentes et que tout sacrifice requiert un pouvoir (celui du parti) pour être légitimé/géré/imposé. Nous avons toujours refusé la notion de responsabilité anthropique car cette vision sert à masquer la responsabilité du système capitaliste (et du socialisme réel). Nous refusons en revanche toute vision holistique puisque la Terre sans l'humanité ne nous intéresse pas, nous n'entendons pas échanger la domination de la nature par l'homme par son inverse, mais maîtriser le rapport entre la nature et l'humanité, ce qui suppose un surcroît de matérialisme, mais un matérialisme qui n'exclut pas l'importance de la sensibilité, de la poésie.

Nous avons sans doute besoin d'un débat sur la stratégie politique et les transitions. Nous sommes convaincus que la gauche doit faire au maximum sécession pour se retrouver en retrouvant le peuple ; parce que si nous ne pouvons pas changer ce monde, rien ne nous interdit d'en construire un autre (créer c'est résister, résister c'est créer) dans ses franges, dans ses marges, et pourquoi pas dans son cœur ; nous appelons donc à créer un véritable archipel de zones libérées. C'est tout le sens du Forum national sur la désobéissance civile que nous avons organisé le 8 octobre 2010 pour travailler à une convergence des désobéissances individuelles, collectives, professionnelles et même institutionnelles (villes désobéissantes). Cette stratégie repose sur l'analyse de l'opportunité qu'offre la crise écologique (puisque le gâteau mondial – PIB – ne peut plus grossir, nous ne pouvons plus refouler la grande question historique qui est celle du partage) et sociale (la « démoynisation » rampante de la société libère une génération entière pour la révolution, car elle n'aura rien à attendre de ce système).

Cette volonté d'inventer une gauche maquisarde et rebelle nous invite à tirer les leçons des erreurs passées : la gauche marxiste a eu tort de détruire le « syndicalisme à base multiple », le « socialisme municipal » et le mouvement coopératif. Cette erreur tient autant à la conception de la révolution par « en haut » qu'au mépris des cultures populaires considérées comme un sous-produit de la seule culture légitime (vision du lumpenprolétariat, la peur des « sauvages », etc.). Pour faire court : je choisis paradoxalement Michel Verret pour qui la culture populaire fut et reste une culture de la domination combative contre Bourdieu pour qui elle est une culture de la domination intériorisée. Là où Bourdieu ne laisse aucun espoir, Verret voit la classe comme positivité, comme sujet. Je suis convaincu que si l'Amérique du Sud reste le seul continent où le socialisme se conjugue toujours au présent c'est parce qu'une certaine gauche néo-marxiste a su épouser l'indianité, c'est-à-dire les milieux les plus populaires qui soient. Nous avons besoin en Europe aussi que la gauche retrouve ce chemin, qu'elle oublie les classes moyennes, qu'elle réapprenne

ÉCOLOGIE ET CAPITALISME

à parler avec son cœur et ses tripes, qu'elle organise aussi le retour de la morale (pas du moralisme) en politique.

L'objection de croissance restera nécessaire à mes yeux tant que les gauches ne seront pas guéries du productivisme, tant qu'elles considéreront qu'une croissance « rouge » ou « verte » est globalement souhaitable, tant qu'elles préféreront manifester pour le pouvoir d'achat plutôt que pour défendre et étendre la sphère de la gratuité. L'histoire prouve en effet qu'être partisan du socialisme ne suffit pas pour être antiproductiviste, ni même écologiste (le pétrole socialiste n'est pas plus « écolo » que le pétrole capitaliste et le nucléaire socialiste n'est pas davantage autogérable). Hervé Kempf a sorti sa calculette lors de la parution du projet socialiste 2012 : le mot « croissance » y présente la plus grande occurrence. Nous verrons ce qu'il en sera de l'écologie politique et de l'antiproductivisme dans les projets d'Europe Écologie-Les-Verts, du Front de gauche ou du NPA. Car il n'en demeure pas moins qu'à nos yeux, malgré les tentatives de courants réactionnaires pour s'appropriier la décroissance, celle-ci est de gauche sans aucune équivoque possible. C'est vrai en France où le débat traverse toutes les sensibilités des gauches (à l'exception notable de Lutte ouvrière, à ma connaissance), c'est vrai en Suisse où l'un des principaux animateurs des réseaux de la décroissance est le député communiste Josef Zisyadis (membre du Parti ouvrier et populaire), c'est vrai aussi en Belgique avec la présence au sein du mouvement des objecteurs de croissance de l'ex-député socialiste Jean Cornil. On constate également des avancées dans certains milieux syndicaux comme l'attestent deux exemples récents. ELA, principal syndicat du Pays-Basque Sud, qui vient juste de célébrer son centenaire, avec ses 140 000 membres, ses 35 % de voix aux élections, son taux de syndicalisation de 10,5 %, est adepte d'un syndicalisme de rupture avec le mythe croissantiste. La CNE, premier syndicat de salariés en Belgique francophone, avec ses 150 000 membres a adopté lors de son dernier Congrès une motion affirmant que « la croissance ne fait pas le bonheur » et précise « nous contestons l'idée que la croissance économique, entendue comme croissance du PIB, soit la principale condition du développement du moins dans les pays riches. Bien qu'elle ait permis par le passé de réels progrès, la croissance économique bute aujourd'hui sur les limites écologiques et sociales et n'a pas empêché la détérioration des conditions de travail et de vie d'une large partie de la population, y compris dans les pays industrialisés ». Attention, je ne dis surtout pas que la décroissance a fait bouger les lignes toute seule, je dis qu'elle participe d'un mouvement beaucoup plus large, d'un mouvement polyphonique, d'un mouvement planétaire, un mouvement qui combine la remise en cause de la croissance avec la nécessité de camper sur le versant positif de la critique. J'insiste : ce second aspect est aussi important que l'objection de croissance. On se souvient, lors du grand conflit social en Martinique et Guadeloupe, de l'impact de l'Appel des huit intellectuels en faveur de la repoétisation de nos existences, en faveur de mots d'ordre qui rejoignent ceux de la décroissance. Ce débat partage aussi le LKP et c'est bien ainsi. J'ajouterai que la décroissance doit se mettre à l'école de ce qui se cherche

dans les pays du Sud. Je pense notamment au mouvement pour le *Buen Vivir*, pour la vie bonne, pour une vie pleine, etc. Ce *bien vivre* n'est pas le bien être entendu au sens de la société de consommation, il s'agit d'un autre rapport à soi, aux autres, à la nature. Le *Buen Vivir* n'est pas simplement un discours généreux. Il a déjà des effets théoriques, politiques, pratiques avec, par exemple, le principe de non-extraction, avec le projet Yasuni-ITT^{7/}. Le *Buen Vivir*, c'est le refus du mythe de la croissance mais aussi celui du développementalisme, c'est-à-dire cette idée que quelque chose pourrait croître sans limites. Le *Buen Vivir*, c'est donc une incitation à penser le symbolique et l'institutionnel mais aussi à guérir des blessures de notre sensibilité. Le *Buen Vivir*, c'est le retour des partageux puisque la grande question posée est celle du partage d'un autre gâteau car l'actuel est indigeste.

Ces grandes questions sont celles habituelles des gauches radicales : que produit-on ? Comment ? Et pour satisfaire quels besoins sociaux ? Notre



décroissance sélective et équitable sous-entend donc que certaines choses doivent croître et d'autres décroître, que des millions de personnes en France manquent de l'essentiel, qu'il s'agit dans ce contexte d'adopter une option préférentielle pour les pauvres, mais que nous devons privilégier la sphère non-marchande au détriment de la sphère marchande et changer notre hiérarchie des revendications : lutter pour la déséconomisation (revenu garanti versé au maximum sous une forme démo-

nétarisée) plutôt que de lutter pour augmenter le pouvoir d'achat (ce qui entretient le système et contribue à casser les cultures populaires).

Il est donc clair que la décroissance ne veut pas affamer les peuples (sic) ni faire tourner la roue de l'histoire à l'envers (re-sic) mais qu'elle entend au contraire être au service des dominés, des « sans ». Nous le faisons peut-être mal mais nous ne cessons jamais d'être du côté des combats contre l'exploitation, contre les dominations. Allons plus loin, nous ne cessons de dire que des choses doivent « croître », même en France (c'est d'ailleurs pourquoi nous prôtons notamment la gratuité des quatre grands piliers de vie : le logement, l'alimentation, l'éducation et la culture, la santé). Nous ajoutons simplement que cette décroissance équitable et sélective se fera dans un contexte global de décroissance (avec priorité à l'institutionnalisation des communs).

La décroissance est donc autant anticapitaliste que d'autres courants des gauches. Elle partage aussi les combats pour l'universalisation des droits : le *bien vivre* se traduit en droits concrets, droit à l'eau, droit à la

^{7/} Voir l'entretien avec Alberto Acosta, « Équateur, un gouvernement de rupture ? », *Contre-Temps*, n° 8, décembre 2010.

souveraineté alimentaire, énergétique, aux déplacements urbains gratuits, etc. On peut ne pas partager

ÉCOLOGIE ET CAPITALISME

tout ou partie des thèmes ou du vocabulaire de l'objection de croissance mais elle appartient incontestablement au camp de l'émancipation.

Nous avons besoin de mots pour rêver, penser, nous révolter, construire. Certains mots de nos combats du XIX^e et du XX^e siècles ont été salis, usés, vidés de leur sang et de leur charge émotionnelle positive. Le terme de décroissance est donc là provisoirement pour dire cet « éco-socialisme en souffrance », pour témoigner de ce *Buen Vivir* qui s'invente, pour dire et répéter que l'anti-capitalisme sans l'antiproductivisme/anticonsumérisme est une impasse criminelle. Mais quels que soient les mots, l'essentiel est que nous avançons ensemble pour remettre en cause le culte de la croissance (bleue, rose, rouge ou verte), pour nous libérer de l'économisme (cette idée que *plus* serait nécessairement égal à *mieux*), pour réintroduire du dissensus, je dirai presque de la dissidence.